

En marge de la mondialisation

Monopole de la réalité et pouvoirs réels de changement

par
Jean
Hénaire

«Se rattachant à l'avenir, tout en se constituant comme une réflexion sur les expériences de l'humanité, l'éducation découvre en même temps son principe régulateur. C'est précisément la liberté - qui s'oppose à ce que l'homme puisse être connu comme une chose et «manié» comme une chose - qui doit devenir le principe régulateur de l'action éducative»

Emmanuel Kant
*Réflexions
sur l'éducation*

Mise en perspective d'une réalité

La réalité promise, du moins celle qui place le rêve à portée de main, continue de se vendre bien. Une réalité unique, prometteuse et qui porte en elle le message de mieux-être. La conjoncture est d'ailleurs favorable à cette envolée lyrique. La voie paraît libre, complètement libre. Place à la mondialisation du progrès. La séduction opère, relayée par la transmission d'images complices aux quatre coins du monde. Les officiants de cette nouvelle vulgate s'unissent en chœur autour de la valeur prédictive du profit en chantant l'ode triomphante et

médiatisée du paradigme de la croissance et de la concurrence. Rien, en apparence, ne semble résister à cette mise en scène. Mais pourtant, certains effets ressentis sonnent déjà l'heure des ratés. Ces *effets de structure* sont jalonnés de contradictions et de paradoxes.

La première de ces contradictions tient d'une logique aux registres opposés. Porteuse d'un discours émancipateur et véhicule des droits de l'homme et du progrès pour tous, la mondialisation de l'économie (ou, à plus proprement parler : l'économie capitaliste mondialisante) fabrique sur le terrain sur lequel elle opère des générations d'exclus victimes de la concurrence. L'idéologie de la croissance semble mal s'accorder avec l'égalité en droits pour tous. La coupure est profonde et provoque une crise de réflexion au plus haut niveau. Ainsi, l'Organisation internationale du Travail, par exemple, n'hésite pas à poser la question en ces termes : *"La question majeure est de savoir si l'OIT peut maintenir, dans un cadre volontaire, le cercle vertueux d'une émulation en faveur du progrès social dans une situation où mondialisation de l'économie et renforcement de la concurrence conjuguent leurs effets dans le sens contraire"* [1].

Cette contradiction peut être également illustrée par ce que le Commissariat général du Plan appelle *l'universalisme tronqué* de l'économie-monde. Prétendument universelle dans ses bienfaits, cette économie, de fait, contribuerait à aggraver les retards économiques des pays du Sud : *"le Sud profond, qui correspond aux pays du tiers-monde jugés par le Nord à peu près irrécupérables, et que celui-ci laisserait végéter dès lors que la situation qui y règne n'a pas de caractère contagieux et ne risque pas de compromettre des sources d'approvisionnement vitales"* [2].

Une seconde contradiction émane cette fois du système des Nations Unies même. Originellement et historiquement porteur d'une meilleure justice sociale planétaire, voilà que certains de ses projets ou de ses

agences spécialisées sont mis à mal par la critique : *“Des institutions, à l’origine conçues pour informer, et donc permettre choix et options, se rangent dans la file des contrôleurs de l’ordre social : la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, naguère pourvoyeuse de rapports critiques, s’est muée en courroie de transmission des intérêts des firmes multinationales et demande aux États de se placer à leur service”* [3].

Ces contradictions reflètent la fracture existant entre le discours et la pratique d’une solidarité internationale désormais tributaire dans son développement de l’espace réduit que lui alloue la logique marchande. Cette nouvelle configuration induit une crainte majeure, celle *“qu’un affrontement généralisé n’éclate entre les possédants, les riches et les dominants, dont le nombre ne cesse de diminuer, et la masse grossissante des démunis, des pauvres et des exclus de la terre”* [4]. Un constat qui recueille facilement l’adhésion sans que celle-ci annonce pour autant un infléchissement par ailleurs souhaité de certaines politiques économiques : *“les mesures d’austérité imposées par le FMI ont entraîné l’abandon de nombreuses réformes sociales dans le domaine de la santé, du chômage et de l’éducation et mis ainsi un terme au processus même qui eût permis d’éviter une répétition future de la crise actuelle”* [5].

Le paradoxe majeur de cette mondialisation est quant à lui bien connu. Il peut se résumer en cet étonnement crédule face à la persistance de tant d’inégalités en une ère de progrès sans précédent dans l’histoire de l’humanité. Désarmante rationalisation du tragique et passive intériorisation de l’injustice. Ce comportement se passerait de commentaires n’était-ce de sa troublante récupération par les élites intéressées. Celles-ci prêchent patience, courage, efforts et espoir aux laissés-pour-compte du système cependant qu’elles admonestent les voix critiques qui s’élèvent au motif qu’elles menacent l’ordre établi ou s’enferment dans un discours contestataire désormais obsolète. Ce procédé

aujourd'hui fortement médiatisé n'est pas sans rappeler une certaine volonté d'endoctrinement au sens où en parle Noam Chomsky dans un article intitulé justement *The Manufacture of Consent* [6]. Un consentement, s'il en est un, qui tient de la pensée magique et qui interpelle les démocraties placées devant l'alternative que résume Paolo Freire en ces termes : "*A chaque intellection correspond, tôt ou tard, une action. Une fois le défi perçu et compris par l'homme, celui-ci identifie les réponses possibles et agit. La nature de l'action correspond à celle de son analyse. La pensée critique induit une action critique; la pensée magique une réponse magique*" [7].

Ces quelques réflexions nous amènent à nous interroger sur le procédé mis en oeuvre pour promouvoir et légitimer la mondialisation présentée arbitrairement par bon nombre de médias comme un fait accompli et irréversible. Une sorte d'invitation à rétrécir son champ de vision pour se concentrer sur cette nouvelle *modernité* présentée comme repère unique de la *réalité*. L'amalgame suggéré fait figure de conditionnement et ouvre la voie à des idiosyncrasies trompeuses. Cette *paralysie générale de l'analyse*, pour employer des termes frappants [8], risque de confiner la critique à des actions sans effets sur le cours des événements.

Réalité et fantasme

La mondialisation de l'économie – ou du capitalisme *réellement existant*, pour employer une expression qui la qualifie mieux [9] – a besoin d'une nouvelle armée pour s'imposer. Aujourd'hui, les fabricants d'images sont devenus tout aussi efficaces que les régiments d'hier et les lieux médiatiques qu'ils investissent sont devenus les nouveaux champs de bataille. L'enjeu principal en cause est la mise en marché d'un dénominateur commun inventé en laboratoire. Le message publicitaire assurant

le succès de sa vente à l'échelle mondiale est basé sur quelques idées simples qui font la fortune de ses promoteurs. Premièrement, ce dénominateur est le symbole de la force de progrès dont l'homme est capable lorsqu'il se trouve en situation de produire en toute liberté; deuxièmement, il est un gage de prospérité pour les hommes qui le produisent et le consomment; enfin, il se prétend, à terme, accessible à tous sans discrimination aucune et ce, en toute conformité aux droits de l'homme tels que proclamés par la *communauté internationale*.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'idée *fonctionne*. Elle paraît tout à fait naturelle, étrangère à tout dogmatisme, empreinte d'un consentement universel à telle enseigne qu'elle finit par éveiller le soupçon tant elle s'impose par sa clarté abusive, pour employer des mots de Bachelard [10]. Ce système où tout a l'apparence du légitime et de la cohérence rappelle les enseignements les plus autoritaires qui forgent la pensée unique soutenue par des théories économiques qui, n'en déplaisent aux critiques les plus avisés, donnent l'impression de toujours savoir de quoi elles parlent [11].

La mondialisation, telle que légitimée et articulée pour qu'elle s'épande et s'enracine d'abord dans les esprits, est un des exemples les plus réussis de fabrication d'une réalité accessible et durable. Son pouvoir de conviction est tel qu'elle parvient à discréditer des États, des peuples ou des nations qui s'emploieraient à la remettre en question. Ses concepteurs et ses acteurs postulent a priori l'existence d'une réalité qui ne demande qu'à être cultivée. Ses effets peuvent dorénavant être évalués à l'aune d'un argumentaire standardisé qui justifie toutes les politiques d'ajustement structurel, par exemple, au motif de la nécessaire correction de l'écart à la *réalité*.

Dans son livre *Comment réussir à échouer*, Paul Watzlawick se consacre à illustrer ce processus au moyen duquel nous parvenons à créer nos propres

réalités. Au chapitre intitulé *Est-ce que c'est ça ?*, il en explique la dynamique en ayant recours à la description qu'en fait Ernst Glaserfeld : "la connaissance devient alors quelque chose que l'organisme construit dans le but de créer un ordre dans le flux de l'expérience – en tant que tel, informe – en établissant des expériences renouvelables, ainsi que des relations relativement fiables entre elles. Les possibilités de construire un tel ordre sont déterminées; et sans cesse limitées, par les précédentes étapes de la construction. Cela signifie que le monde réel se manifeste lui-même uniquement là où nos constructions échouent. Mais, dans la mesure où nous ne pouvons décrire et expliquer ces échecs que par les concepts mêmes dont nous nous sommes servis pour construire des structures défaillantes, ce processus ne fournit jamais l'image d'un monde que nous pourrions tenir pour responsable de leur échec" [12]. Telle est la situation devant laquelle l'on se trouve lorsque la réalité que nous tenons pour telle s'impose en s'inscrivant dans un système de croyances qui se confond avec la vérité.

Les médias dans leur ensemble paraissent faire peu de cas de l'artifice de la mondialisation qui projette comme *réalité* un nouveau visage du monde où triomphe le mythe d'une nouvelle union sans frontières [13] autour de la croissance. La grille de lecture est uniforme et, en dépit de nos quelques traits de culture différents, nous sommes montrés comme de plus en plus ressemblants. Le support médiatique participe ainsi au laminage des particularismes et propose en échange une architecture globale qui se substitue à celle d'hier, plurielle, et réduite à témoigner de la mémoire du passé. Les effets pervers de ce phénomène sont d'autre part récupérés par les voix de l'intolérance qui s'affirment désormais comme défenderesses légitimes du droit à la différence. A l'insécurité collective qui en résulte, ce faux usage de l'alibi culturaliste alimente la violence cependant qu'il suscite le faux amalgame laissant suggérer que toute revendication identitaire laisse la porte ouverte à la barbarie. En résumant souvent les conflits à des *guerres de clans*, à des *lutttes ethniques* ou à des *violences raciales* les

médias mondialisés ne font que renforcer ces perceptions qui font le jeu des extrémismes.

Unité et diversité des réels

Pour s'imposer à l'échelle planétaire, la mondialisation s'appuie sur un système de représentation de la réalité incarné dans un modèle attractif symbolisant la réussite. Le mythe du *gagnant* se voit renforcé par la référence aux miracles, qu'ils soient *chilien, coréen* ou autre. Sa force centrifuge suggère également que la formule de cette réussite est applicable partout, faisant ainsi par définition l'économie des obstacles culturels et, par conséquent, des risques potentiels de sa subordination aux cultures singulières. L'exclusion de ces dernières du champ d'opération du mythe est la condition pour qu'il s'impose comme l'unique mode interprétatif autorisé de la réalité. L'imposition d'une vision *globale* des faits culturels permet ainsi l'arrimage au marché-monde dans une tentative d'éviter les antagonismes susceptibles de briser cette fausse unité. L'emprise du raisonnement économique sur la construction des nouvelles identités induit les mentalités à se fondre dans l'archétype du confort virtuel.

Mais cette uniformisation a provoqué un mouvement contraire qui est celui de la revendication des cultures à la singularité. Elle constitue à notre avis une réponse pour surmonter ce qu'Edgar Morin appelle "*les crises du sous-développement mental et moral propre à notre vision économique, technique, de l'idée de développement*" [14]. *Oui à l'unité, non à l'uniformité*, affirme-t-on à l'occasion de la proclamation de l'Année internationale de la tolérance par les Nations Unies [15]. Une volonté de réconcilier le mondial et le particulier marque l'effort de civiliser le progrès, de préserver la mémoire de l'avenir en facilitant

la coexistence, dans un cadre démocratique, de communautés aux identités multiples [16]. A l'heure de tous les fanatismes, cet appel n'est pas anodin. Il constitue d'abord un rejet de toute vision totalisante des rapports humains et, par conséquent, de toute exclusion de ceux-ci des centres de décision qui les concernent. Au plan des droits de l'homme, il marque sans ambiguïté la fonction essentielle du développement culturel dans la détermination des politiques économiques et des stratégies médiatiques qui les soutiennent dans nos sociétés du message. Loin d'un économisme récupérateur, culturellement maquillé pour séduire et tromper, l'affirmation des appartenances plurielles nous ramènent *aux réels* et nous invitent à repenser la mondialisation hors de ses schémas fictifs et mutilants. Il s'agit plus que d'une simple recherche de moyens d'adaptation à un libéralisme messianique [17], mais d'efforts à consentir pour s'approprier son destin et se délester de son statut de sujet mondialisé.

Un projet éducatif pour d'autres réels possibles

Les politiques scolaires sont devenues tributaires du processus de mondialisation en cours et orientent les finalités des programmes d'enseignement : *“Accroître la qualité de l'éducation – nous dit un représentant de la Banque mondiale – est une opération qui se place ouvertement sur le terrain de la concurrence, les bénéfices économiques étant élevés pour ceux qui réussissent le mieux”* [18].

L'investissement dans le *capital humain* est à l'ordre du jour. Les pratiques évaluatives développées dans de nombreux pays incitent à la performance dans des matières dont la maîtrise est devenue nécessaires pour alimenter les forces productives. A première vue, tout

paraît normal dans la mesure où l'on attend des systèmes éducatifs qu'ils contribuent à la meilleure intégration possible des jeunes à la vie active. Le problème, c'est que cette intégration ne semble réussir qu'à une minorité si l'on en juge par les taux élevés d'abandon scolaire et de l'absence de débouchés. D'autre part, ce modèle unique de réussite proposé impose dans les pays moins développés une dynamique scolaire qui fabrique des compétences dans une perspective de transferts divers : industriels, technologiques et culturels, notamment, et ce, souvent aux mêmes fins. Ces transferts restent déterminés par les impératifs du marché. Leur inadéquation aux structures d'accueil représente un facteur accru de dépendance aux politiques économiques du Nord, grand régulateur du développement [19]. Dans les deux cas par ailleurs, au Nord comme au Sud, la dépendance de l'école aux impératifs de la globalisation invite au mimétisme et menace l'autonomie des enseignants comme celles, bien entendu, des élèves. L'homogénéisation par l'éducation est le colonialisme des esprits. La question se pose dès lors de savoir si les propositions – nombreuses – qui visent à donner un autre sens à la mondialisation des rapports sociaux et économiques sont viables et annonceraient ce que l'on appellerait avec Miguel Abensour, *“Les noces de l'utopie et de la démocratie”* [20].

La première des réponses qui nous viennent à l'esprit consiste à récupérer la perte de sens de la citoyenneté à laquelle il convient désormais d'étendre la responsabilité à l'échelle planétaire. Dans le domaine de la formation des maîtres, des progrès s'enregistrent progressivement, mais restent largement insuffisants. Les contenus des programmes d'enseignement sont loin de toujours s'inspirer à cet égard des instruments internationaux ratifiés par les États. Plus de trente ans après la publication par l'Unesco d'un rapport qui reste d'actualité, le fait *“qu'il ne s'agit plus pour le citoyen de déléguer ses pouvoirs, mais de les exercer, à tous les niveaux de la vie sociale et à toutes les étapes de la vie”* [21] n'est pas

encore accompli. Cette citoyenneté en projet s'incarne dorénavant dans les réalités interculturelles des sociétés - monde que les moyens modernes de communication peuvent nous aider à comprendre et à accepter [22].

Cette citoyenneté en projet a besoin de l'école comme terrain d'apprentissage et de structures internationales renouvelées comme levier de diffusion. Les Etats se montrent souvent incapables de résister au rouleau compresseur de la mondialisation de l'économie et à la globalisation culturelle. En outre, les intérêts de leur dirigeants se confondent parfois avec elles et s'opposent aux revendications des exclus du système qui affirment leurs droits identitaires et réclament leur participation à la prise de décision. C'est dans ce contexte de tensions qu'oeuvrent les organisations internationales gouvernementales elles-mêmes dirigées - et même à l'occasion paralysées - par ces mêmes Etats aux intérêts souvent divergents. C'est à travers ces méandres des relations internationales que tend à s'affirmer l'idée d'un "parlement mondial" [23] au sein duquel serait assurée une représentation démocratique des gouvernements et des peuples. Ce pas vers une autre définition de la «réalité» ne vise pas à diminuer le pouvoir des Etats - par ailleurs fortement érodé - mais à promouvoir une tribune où les problèmes discutés et les solutions proposées refléteraient mieux l'intérêt général dans son expression universelle. La tâche est considérable et les mentalités sans doute insuffisamment préparées à assumer tout un ensemble de nouvelles responsabilités, d'autant que continue de régner sans réelle opposition à court terme cette "diplomatie de club" fortement installée au pouvoir et qui "écarte la majorité des peuples de la gestion des affaires..." [24].

Ce sont des raisons pour lesquelles le rôle de l'éducation prend toute son importance. La formation qu'elle offre en cette fin de siècle est en pleine mutation. On sait qu'elle devra passer d'un point à l'autre, mais l'on

ne sait pas encore vers quel point elle se dirige et, à fortiori, encore moins comment elle opérera ce passage. Ce que l'on sait par contre, c'est que la société extra-scolaire est menacée d'éclatement et qu'elle ne sait plus très bien quels points de repères offrir aux jeunes, sinon le mirage du profit et le culte de l'instant. A cette heure, autorisons-nous à demander à l'école non pas de simples ajustements de parcours, comme on en a pris l'habitude, mais une réflexion en profondeur sur les fondements de sa mission et de sa capacité à renforcer le lien social, fil conducteur d'une citoyenneté plurielle et planétaire. Sans doute est-ce là une piste à explorer pour ceux et celles qui, tout en reconnaissant les rapports économiques comme des *faits de cultures* inhérents à la socialité de l'homme, souhaitent en revanche que leur développement pour un mieux-être mondial soit désormais à visage humain. ■

Notes

[1] Des valeurs à défendre, des changements à entreprendre. La justice sociale dans une économie qui se mondialise : un projet pour l'O.I.T. Rapport du directeur général, Genève, 1994. Première édition, p. 58.

[2] Mondialisation par le haut ou nouveau grand schisme? In : *Ordre et désordre dans le monde. Cahiers français. La documentation française*, n° 263, octobre-décembre 1993, p. 36.

[3] Jacques Decornoy : L'idéologie de la croissance et ses rêves boiteux. *Le Monde diplomatique*, mai 1994, p. 18.

[4] Le Groupe de Lisbonne : Les limites de la concurrence, Fondation Gulbenkian, Lisbonne, 1994, p.5. Voir aussi : Pour un nouveau contrat social mondial par Riccardo Petrella in : *Le Monde diplomatique*, juillet 1994, p.20.

[5] Guide pour NOTRE AVENIR A TOUS, le rapport de la Commission mondiale pour l'Environnement et le Développement, Commission mondiale pour l'Environnement et le Développement, Genève, 1987, p. 9.

[6] *Our Generation*, Volume 17, N° 1, 1986, pp. 85-106. En conclusion, l'auteur écrit : «For those who stubbornly seek freedom, there can be no more urgent task than to come to understand the mechanisms and practices of indoctrination. These are easy to perceive in the totalitarian societies, much less in the system of "brain-washing under freedom" to which we are subjected and which all too often we serve as willing or unwitting instrument».

[7] Traduction de la version anglaise : *Education for Critical Consciousness*, The Continuum Publishing Corporation, NY, 1982, p. 44. La version originale portugaise a pour titre : *Educação Como Prática da Liberdade*, Editora Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1969.

[8] Marc Ferro : Médias et intelligence du monde. *Le Monde diplomatique*, janvier 1993, p. 32.

[9] Voir : En réponse au chaos mondial de Samir Amin. Cifedhop, collection Thématique, Genève, juillet 1994.

[10] La formation de l'esprit scientifique. Vrin, Paris, 1970, p. 15.

[11] Dans *La quête inachevée*, Popper écrit : «...Il existe une infinité d'énoncés non triviaux et imprévisibles faisant partie du contenu informatif d'une théorie donnée quelconque, et une infinité exactement correspondante d'énoncés faisant partie de son contenu logique. Nous ne pouvons jamais, par conséquent, connaître ou comprendre toutes les implications d'une théorie, ni sa signification plénière.» Calmann-Lévy, Paris, 1981, p. 44..

[12] *Seuil*, Paris, 1986, pp. 109-110

- [13] Au nom de l'intégration capitaliste mondiale, «cyber-économie» et «cyberespace» exercent des effets conjugués sur la déterritorialisation des économies nationales. Voir : Qui contrôlera la cyber-économie? *Le Monde diplomatique*, février 1995, pp. 16-17.
- [14] Lire : Le savoir, clé du pouvoir? Un débat entre Edgar Morin et Alvin Toffler. *Libération*, 3 janvier 1994.
- [15] Unesco. Présentation de l'Année internationale de la tolérance.
- [16] Unesco. Consultation sur la préparation des Projets de plan à moyen terme pour 1996-2001. DG/14.1/94/26.
- [17] Le représentant américain au commerce, Mickey Cantor, écrivait dans le *Financial Times* que "Nous faisons tous partie d'une économie mondiale où les capitaux, comme la technologie, sont mobiles. La question n'est même plus de savoir si nous allons nous y adapter, mais comment nous allons le faire." Reproduit dans *Libération* du 8 novembre 1993, p. 6.
- [18] Stephen Heyneman : Rapport sur le financement de l'éducation. Document présenté lors du séminaire du Conseil de l'Europe sur l'Education : structures, politiques et stratégies, Strasbourg, 7-10 décembre 1993, CE.ED/CSCE(93), p. 17.
- [19] Pour les transferts en éducation, lire l'article de Michael Crossley : Strategies for Curriculum Change and the Question of International Transfer. *Journal of Curriculum Studies*, Vo. 16, N° 1-4, London & Philadelphia, 1984, pp. 76-88. Au plan des politiques technologiques et industrielles, voir : Les transferts internationaux de technologie par Claude Durand. *Sociologie du travail*, N° 2/92, Dunod, Paris, pp. 139-151.
- [20] Le pari de la démocratie. *Le Monde des débats*, janvier 1995, p. 2.
- [21] Apprendre à être. Unesco-Fayard, 1972, p. 173.
- [22] Il y a une quinzaine d'années déjà, le Bureau International de l'Education en appelait à la conciliation de l'universel et des particularismes à l'aide de finalités éducatives conséquentes. Universalité et spécificité des finalités de l'éducation par A. Bouhdiba. In : Finalités de l'éducation, BIE., 1981.
- [23] Cette idée est véhiculée depuis de nombreuses années par les Citoyens du Monde. Elle est également reprise, dans des contextes particuliers pour illustrer la nécessité d'un changement profond au plan de la direction des affaires internationales, notamment en ce qui concerne la sécurité collective. Voir à ce sujet : Demain, la sécurité mondiale par Maurice Bertrand. *Le Monde diplomatique*, mars 1994, p. 13. A lire également le chapitre Fédérer la terre du livre d'Edgar Morin et d'Anne Brigitte Kern intitulé Terre-Patrie, Seuil, Paris, 1993.
- [24] In : Diplomatie de club et régulation internationale par Marie-Clause Smouts. *L'État du monde 1995*, pp. 623-625.

Références

- Abensour, Miguel : Le pari de la démocratie. Le Monde des débats, janvier 1995.
- Amin, Samir : En réponse au chaos mondial. Thématique, Cifedhop, Genève, juillet 1994.
- Bachelard, Gaston : La formation de l'esprit scientifique. J. Vrin, Paris, 1970.
- Bertrand, Maurice : Demain, la sécurité mondiale Le Monde diplomatique, mars 1994.
- Bureau international de l'éducation : Finalités de l'éducation. Unesco, Paris, 1981.
- Chomsky, Noam : The Manufacture of Consent. Harvard Educational Review, Vol. 17, N° 1, 1986.
- Commission mondiale pour l'environnement et le développement : Notre avenir à tous. Genève, 1987.
- Crossley, Michael : Strategies for Curriculum Change and the Question of International Transfer. Journal of Curriculum Studies, vol. 16, N° 1-4, 1984.
- Decornoy, Jacques : L'idéologie de la croissance et ses rêves boiteux. Le Monde diplomatique, mai 1994.
- Documentation française(La) : Ordre et désordre dans le monde. cahiers français, n° 263, Paris, octobre-décembre 1993.
- Ferro, Marc : Médias et intelligence du monde. Le Monde diplomatique, janvier 1993.
- Freire, Paolo : Education for Critical Consciousness. Continuum, New York, 1982.
- Groupe de Lisbonne(Le) : Les limites de la concurrence. Fondation Gulbenkian, Lisbonne, 1994.
- Heyneman, Stephen : Rapport sur le financement de l'éducation. Banque mondiale, 1993.
- Kant, Emmanuel : Réflexions sur l'éducation. J. Vrin, Paris, 1966.
- Kantor, Mickey : Prendre le train de l'Économie mondiale. Libération, 18 novembre 1993.
- Libération : Le savoir, clé du pouvoir? Un débat entre Edgar Morin et Alvin Toffler, 3 janvier 1994.
- Morin, Edgar et Anne Brigitte Kern : Terre-Patrie. Seuil, Paris, 1993.
- ONU : Recueil d'instruments internationaux, New York, 1988.
- ONU : Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques (1993).

Organisation internationale du Travail : Des valeurs à défendre, des changements à entreprendre. La justice dans une économie qui se mondialise. Genève, 1994.

Popper, Karl : La quête inachevée. Calmann-Lévy, Paris, 1981.

Quéau, Philippe : Qui contrôlera la cyber-économie ? Le Monde diplomatique, février 1995.

Smouts, Marie-Claude : Diplomatie de club et régulation internationale, in : L'Etat du monde 1995, La Découverte/Boréal, Montréal, 1994.

Unesco : Apprendre à être. Unesco-Fayard, 1972.

Unesco : Consultation sur la préparation des Projets à moyen terme pour 1996-2001. 1994.

Unesco : Documents de présentation de l'Année internationale de la tolérance.

UNESCO : Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales (1974).

Watzlawick, Paul : Comment réussir à échouer, Seuil, Paris, 1988.